



MOZAMBIQUE

FORMULAIRE TECHNIQUE POUR LA PRÉSENTATION D'UN CAS

Chapitre I – Caractéristiques du Cas

1. Organisation(s) ou groupe(s) responsable(s) de la présentation du cas

Justiça Ambiental, JAI et les représentants des communautés concernées de Nampula (districts de Ribaué, Rapale et Mecuburi).

2. Nom de l'entreprise et/ou du consortium mis en cause.

Les filiales de Green Resources AS (GRAS) au Mozambique sont mises en cause. Il est important de signaler ici que notre cible principale dans le cas présent est la filiale Lurio Green Resources dans la province de Nampula, qui est celle où l'on a trouvé le plus de conflits. Cependant, en 2019 GRAS a décidé de concentrer ses activités dans la province de Niassa et de quitter toutes les autres régions. D'après les visites de la société civile en février 2020, il semble que les communautés n'étaient pas au courant de cette décision et qu'elles ont continué à s'adresser à GRAS pour récupérer leurs terres et recevoir une indemnisation. Les actions menées en août 2020 par le procureur provincial concernant le dossier de GRAS n'indiquent pas que l'entreprise ait quitté les plantations. À présent, d'après l'information fournie par GRAS, l'entreprise ne garde que 13 000 hectares de plantations dans la province de Niassa, par l'intermédiaire de trois filiales : Niassa Green Resources SA (NGR), Chikweti Forests of Niassa (CFN) et Florestal do Planato (FdP).^{1,2} Il faut signaler aussi que la base de données Orbis et les rapports de certification du FSC³ attribuent à GRAS une structure organisationnelle décidément différente de celle qui figure dans les rapports de la société elle-même.

3. Lieu de l'opération où les événements liés à l'accusation ou au cas se sont produits

Au Mozambique, spécifiquement dans les provinces de Nampula, Zambézie et Niassa. GRAS a des activités :

dans la province de Niassa, sur 13 000 hectares (districts de Sanga, Lichinga, Chimbonila, Lago et Muembe), par l'intermédiaire de ses filiales NGR, CFN et FdP ;

dans la province de Nampula, par l'intermédiaire de Lurio Green Resources (LGR) dans les districts de Ribaué, Mecuburi et Rapale ;

dans la province de Zambézie (districts de Alto Molocue, Ile, Gurue, Namarroi, Milange et Mocuba) par l'intermédiaire de ses filiales Tectona

En 2019, GRAS a décidé de terminer ses opérations dans les provinces de Zambézie et de Nampula.

Chapitre II – Caractéristiques de l'entreprise / Consortium

1. Pays où l'entreprise a son siège social / siège principal (s'il s'agit d'une société transnationale)

Green Resources AS (GRAS) est une société privée norvégienne inscrite sous le n° 975 879 968 à Oslo, Norvège. En 2016, GRAS a déplacé son siège principal de Londres (Royaume-Uni) à Dar Es Salam (Tanzanie).⁴

¹ GRAS, 2020, 2019 Sustainability report, <https://greenresources.no/wp-content/uploads/2020/08/GR-Sustainability-Report-2019.pdf>

² GRAS, version July 2019, Forest Management Plan, <https://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/10/GR-Mozambique-Forest-Management-Plan-2018-2022-public-summary.pdf>

³ <http://fsc.force.com/servlet/servlet.FileDownload?file=00Pf300001403DdEAI>, page 13

⁴ GRAS, 2017, Environmental and Social Impact Report 2016, page 6

3. Détention du capital de la société

GRAS fut créée par Mads Asprem en 1995, sous le nom de Fjordgløtt, avant d'adopter son nom actuel en 1996. Mads Asprem est un ancien député du parlement norvégien pour le Parti conservateur (Høyre).

Le rapport annuel 2013-2014 de GRAS,⁵ par exemple, mentionne que la société avait au début de sa création plus de 80 actionnaires et que la plupart de son capital était norvégien, qu'elle avait commencé ses opérations en Afrique en 1996 et qu'elle opère à présent dans trois pays africains : le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda.

La société a plusieurs filiales dans ces trois pays. En fait, ces filiales sont, du point de vue juridique, des entités autonomes. D'après le rapport d'Orbis sur le Norfund, le Fonds vert pour les forêts Atiebolag, un fonds suédois pour promouvoir la restauration des forêts qui appartient à GRAS, détient la majorité des parts dans quatre subventions mozambicaines.⁶ GRAS opère au Niassa par l'intermédiaire de Niassa Green Resources (NGR). Orbis mentionne d'autres entreprises autrefois indépendantes qui ont depuis été absorbées ou contrôlées par GRAS, comme Chick Forests of Niassa (57%) et Companhia Florestal de Massangulo (65%). À Nampula nous trouvons Lurio Green Resources (LGR) et, en Zambézie, Ntacula Florestas of Zambezia (dont GRAS a 67% des parts) et Tectona Forest of Zambezia LDA (dont GRAS a 70% des parts), mais ces plantations ont pu être abandonnées depuis 2019.

L'information récente publiée par Orbis montre que la plupart des actionnaires de GRAS sont basés en Norvège, à l'exception de l'Unicredit Bank of Austria AG qui, d'après Orbis, est le principal actionnaire de la société (9,46%) après le gouvernement norvégien qui en est le plus important (50,62%) par le biais de son fonds d'investissement privé Norfund.⁷ En revanche, le rapport annuel 2019 de GRAS affirme qu'au 30 juin 2019 Norfund, ou le gouvernement norvégien en définitive, détenait 67% des actions. Et il signale ensuite qu'en octobre 2019 le fonds du gouvernement finlandais Finnfund avait acheté des actions de Norfund dans Green Resources, sa part passant ainsi de zéro à 25% et celle de Norfund de 67% à 42%, de sorte que les gouvernements de Norvège et de Finlande étaient devenus les principaux investisseurs dans Green Resources.

2. Pays dans lequel la société mère exerce ses activités (s'il s'agit d'une STN)

Mozambique, Ouganda, Tanzanie.

Chapitre III – Argumentation générale du Cas

Entre 2005 et 2009 GRAS acquit près de 74 DUAT (Direito do Uso et Aproveitamento da Terra : droits pour des personnes privées d'utiliser et d'exploiter des terres), ce qui représente plus de 264 898 hectares destinés à la monoculture de pins et d'eucalyptus, dans les territoires du corridor Nacala dans trois provinces (Nampula, Zambézie et Niassa)

Ces trois provinces font partie du Corridor de développement de Nacala, l'un des trois principaux corridors de développement du pays, qui vise à mettre à profit la série d'infrastructures qui entourent le port de Nacala et à relier les réseaux routier et ferroviaire. Le Corridor de Nacala est considéré aussi comme la zone la plus fertile du Mozambique. De cette zone dépendent les moyens d'existence d'environ 4,5 millions de personnes qui pratiquent depuis des générations l'agriculture, et surtout l'agriculture à petite échelle. Ceci contredit les arguments des industries de plantation et du gouvernement du pays, quand elles affirment que les terres du Corridor de Nacala sont inhabitées et non exploitées.

En 10 années (2009 – 2019), l'entreprise n'a planté que 24 585 ha de cette superficie (soit 9,2%), ce qui démontre qu'elle n'a pas un plan d'opérations concret ni les ressources financières nécessaires pour des étendues aussi larges. Une partie des zones attribuées à GRAS par le gouvernement mozambicain coïncide avec des zones occupées par des familles et des communautés locales, ce qui a immédiatement soulevé des problèmes juridiques et légaux puisque, la législation du pays reconnaissant les droits fonciers coutumiers, le gouvernement ne peut pas disposer d'une terre occupée sans le consentement explicite et en connaissance de cause des occupants, accompagné de l'indemnisation correspondante et de la réparation des dégâts, ce qui ne s'est pas produit.

⁵ Green Resources AS, 2015. Annual Report 2013-2014.

⁶ Orbis Norfund Ownership Summary, accessed February 2020

⁷ Orbis Green Resources, accessed 26 February 2020

⁸ <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf>

Les communautés touchées par les plantations de GRAS sont surtout des populations rurales pauvres, tout à fait dépendantes de l'agriculture et d'autres ressources naturelles pour leur subsistance. L'agriculture est pratiquée surtout dans de petites exploitations familiales de un à cinq hectares, arrosées par la pluie et intercalant des cultures alimentaires locales (maïs, manioc, arachides, haricots, etc.). Beaucoup de familles emploient encore des méthodes de fertilisation des sols traditionnelles, telles que la mise en jachère ou l'incorporation de déchets végétaux, de fumier et de cendre.

Bien qu'il y ait eu un soi-disant processus de consultation communautaire, au cours du processus d'évaluation de l'impact environnemental, les rapports de ces consultations ne sont pas publics. D'après les communautés locales, le processus n'a pas été effectué en bonne et due forme et les indemnités n'ont pas été négociées entre les personnes concernées et l'entreprise. Il est important de signaler ici que ces communautés rurales sont en général pauvres et illettrées, que la plupart ne comprennent pas le portugais ou l'utilisent comme langue seconde, et que ceci n'a pas été suffisamment pris en compte dans les consultations. La plupart de celles-ci ont été menées en portugais et la documentation sur le projet est disponible uniquement dans cette langue.

GRAS a fait plusieurs promesses verbales pendant la consultation de la population, mais elles n'ont pas été reprises dans les accords écrits. Parmi ces nombreuses promesses, les plus significatives étaient l'accès à des emplois, l'amélioration des écoles et de l'éducation, la réhabilitation des écoles et des hôpitaux existants, la promotion de techniques de production alternatives qui garantiraient de meilleurs rendements et exigeraient moins de terre. Elles ont toutes été oubliées une fois que GRAS a eu la possession de la terre.

Les conflits concernant la terre, les fausses promesses et l'indemnisation se poursuivent encore dans plusieurs des communautés affectées, comme celles du district de Ribaué – Lancheque, Meparara, Namacuco et Messa – qui sont les plus actives dans leur opposition à la GRAM. Elles ne comprennent toujours pas comment les indemnités ont été déterminées pour établir les montants payés en 2015. Ces montants n'ont pas été négociés avec les communautés concernées mais décidés entre le gouvernement et GRAS. La plupart des familles ont reçu moins de 500 MZN pour compenser la perte de leurs récoltes saisonnières et permanentes, et plus de 90% des indemnités payées à chaque famille n'atteignent pas 2 000 MZN (environ 30 USD).

Les communautés sont installées à proximité des routes et des rivières, et des plantations ont été établies dans des zones préalablement occupées par des forêts indigènes et des cultures communautaires (machambas) très proches des rivières et des routes, ce qui contredit les déclarations de GRAS qui dit qu'elle ne plante que des terres dégradées et non utilisées.⁹ En fait, GRAS a plutôt établi ses plantations dans des terres fertiles et occupées.

Les communautés touchées associent les plantations de GRAS aux changements de l'environnement qu'elles ont récemment constatés, comme la diminution de la productivité des sols, la diminution de la pluviosité, la diminution de l'accès aux plantes médicinales, au bois de feu, à l'eau et à la chasse.

Les communautés de Nampula sont organisées et elles travaillent avec des ONG nationales et le Syndicat national des agriculteurs pour réclamer leurs droits. En collaboration avec les ONG, ces communautés ont présenté des lettres et des pétitions dénonçant ces problèmes et exigeant que GRAS tienne toutes ses promesses ou leur rende leur terre.¹⁰ Les institutions gouvernementales telles que le Parlement et le Président sont tout à fait au courant de ces conflits grâce aux nombreuses lettres, pétitions et actions organisées, mais elles n'ont pas encore pris des mesures réelles pour résoudre le problème.

Chapitre IV – Impacts : Violations des droits des peuples et destruction de l'environnement

1. Quels sont les principaux impacts des activités de l'entreprise sur le lieu où l'accusation est portée ?

- Perte d'accès aux terres fertiles et productives, suivie d'insécurité alimentaire ;
- appauvrissement des populations locales et perte de leurs moyens d'existence ;
- perte de cultures alimentaires et d'arbres fruitiers ;
- accès limité à l'eau et à d'autres ressources vitales ;

⁹ <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/mozambique-green-resources-response/>, accessed 16 October 2020

¹⁰ Justiça Ambiental, Livianingo and the National Peasants' Union, 2016, O Avanço das Plantações Florestais sobre os Territórios dos Camponeses no Corredor de Nacala: o caso da Green Resources Moçambique, https://issuu.com/justicaambiental/docs/o_caso_da_green_resources_moc_ambi

augmentation de la distance aux points d'eau ;
augmentation de la corruption, surtout pour obtenir des possibilités de travail dans l'entreprise ;
ceux qui ont refusé d'abandonner leur terre n'ont pas reçu d'indemnisation et se sont retrouvés entourés d'arbres ;
intimidation des membres de la communauté qui se manifestent contre l'entreprise ;
refus de fournir de l'information sur le processus d'acquisition de terres, sur le processus d'indemnisation et sur les rapports concernant la société et l'environnement ;
rapports sexuels forcés en échange de promesses d'emploi et d'accès à des programmes de responsabilité sociale.

2. Dans les impacts mentionnés ci-dessus, quelle a été l'implication de l'entreprise ?

Avec implication directe de l'entreprise :

Perte d'accès aux terres fertiles et productives, suivie d'insécurité alimentaire ;
perte de cultures alimentaires et d'arbres fruitiers ;
accès limité à l'eau et à d'autres ressources vitales ;
augmentation de la distance aux points d'eau ;
refus de fournir de l'information sur le processus d'acquisition de terres, sur le processus d'indemnisation et sur les rapports concernant la société et l'environnement ;
GRAS nie avoir fait des promesses au cours du processus de consultation.

De la part des autorités locales :

augmentation de la corruption, surtout pour obtenir des possibilités de travail dans l'entreprise ;
ceux qui ont refusé d'abandonner leur terre n'ont pas reçu d'indemnisation et se sont retrouvés entourés d'arbres ;
intimidation des membres de la communauté qui se manifestent contre l'entreprise ;

3. Qui a été principalement ou différemment affecté par les activités de l'entreprise?

Les plus touchés semblent être les femmes et les enfants.

Du fait de la division sexuelle traditionnelle du travail et des responsabilités, les femmes sont généralement responsables des tâches ménagères (repas de la famille, hygiène, etc.). Elles doivent donc se charger d'obtenir de l'eau, de la nourriture et des soins de santé pour la famille.

Les hommes sont considérés comme les chefs de famille et sont donc responsables de toute négociation ou décision à prendre concernant les biens et l'avenir de la famille. Dans bien des familles, les hommes sont les seuls à prendre les décisions, sans en discuter avec leur compagne ; il arrive souvent que ces décisions unilatérales ne représentent pas les meilleurs intérêts de la famille, ce qui aboutit à des conflits dans le ménage. Les hommes ont davantage tendance à échanger de la terre contre du travail parce qu'ils croient qu'ils auront davantage d'argent, mais ils ne tiennent pas toujours compte des conditions de ces postes. En général, ce sont également les hommes qui reçoivent les indemnités ; cet argent n'est pas toujours dépensé dans la famille, et cela aussi provoque des problèmes qui peuvent même aboutir au divorce.

4. Quelles stratégies l'entreprise a-t-elle utilisées pour légitimer ses actions ou réprimer la résistance ?

S'assurer les services des leaders locaux. Cependant, on ne sait pas bien si c'est l'entreprise ou si ce sont les fonctionnaires du gouvernement local qui le font.

Publicité sur les programmes de responsabilité sociale, dont la plupart n'ont pas encore été mis en œuvre.

GRAS a mentionné au cours de plusieurs réunions que ses opérations étaient certifiées. Cependant, la certification s'appliquait à une période limitée et ne concernait pas toutes les activités : à l'heure actuelle, seules les plantations de Niassa Green Resources dans les districts de Sanga et de Lichinga (4 426 hectares) sont certifiées par le FSC pour leur gestion responsable.¹¹ La certification du FSC des plantations de Lurio Green Resources à Nampula a été terminée en 2017, après que l'équipe d'inspection a trouvé des incidents graves de non-respect des droits des travailleurs, des droits coutumiers, des mécanismes de doléance et d'autres encore.¹²

Du blanchiment écologique : l'entreprise présente ses plantations comme des forêts plantées, alors que les plantations sont classées comme une affectation tout à fait différente des sols, avec des paramètres écologiques, économiques et sociaux différents.

¹¹ Base de données des certifications du FSC, <https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000007nSIFAA2&type=certificate>, site visité le 16 octobre 2020.

¹² <https://info.fsc.org/details.php?id=a0240000008hYgcAAE&type=certificate#result>, site visité le 16 octobre 2020.

Intimidation et exclusion sociale des membres de la communauté qui s'opposent au projet. Celui qui est contre le projet est accusé d'appartenir au parti d'opposition et d'être contre le développement du pays, ce qui mène à son isolement ou à celui de sa famille.

De temps en temps l'entreprise promet de réexaminer le processus d'indemnisation, afin de réduire les tensions et de calmer la population.

Répression violente des manifestations organisées par les communautés concernées, par la police qui est au service des intérêts de l'entreprise.

Chapitre V – Stratégies de résistance : Niveau local et national

1. Quelles stratégies de résistance les organisations sociales et les communautés affectées ont-elles adoptées sur le lieu d'exploitation de l'entreprise ?

Enclencher la mobilisation au moyen de plusieurs réunions avec les communautés et la société civile.

Documentation et divulgation d'information.

Rencontres stratégiques dans chaque communauté concernée mais aussi avec la participation des communautés voisines.

Développement et divulgation de plusieurs déclarations publiques et communiqués de presse.

Les communautés concernées se sont organisées en groupes pour participer aux réunions avec GRAS et les représentants du gouvernement.

Les communautés touchées de divers districts ont organisé elles aussi des réunions avec l'aide des ONG.

Trois organisations de la société civile ont commandé une étude, menée par Lexterra, sur les répercussions des plantations de Green Resources, et cette étude a ensuite été publiée en 2016.¹³

Un documentaire basé sur l'étude a été produit en 2017 et divulgué internationalement¹⁴

Une pétition incluant les réclamations des communautés concernées a été présentée au parlement mozambicain pour lui demander d'intervenir. Le parlement n'a pas encore réagi.

Des lettres réclamant l'intervention d'institutions gouvernementales ont été présentées au ministère du Territoire, de l'Environnement et du Développement rural, au ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, à la Commission nationale des Droits de l'homme, à l'Ambassadeur de Norvège au Mozambique, au Directeur de GRAS, au 5e Comité du parlement (Comité de l'Agriculture, l'économie et l'environnement), au Gouverneur provincial de Nampula et aux Administrateurs du district. Seule la Commission nationale des Droits de l'Homme nous a répondu, en déclarant qu'elle allait examiner l'affaire. Various public actions were organised in Maputo city (the capital), Plusieurs actions publiques ont été organisées à Maputo (la capitale), dont la distribution de tracts présentant les impacts des plantations industrielles de GRAS sur la société, l'environnement et l'économie.

Une tournée d'orateurs en Suède et en Norvège a été organisée en 2017 avec des membres des communautés concernées et des représentants des trois ONG qui avaient commandé l'étude ; l'affaire a été présentée et discutée avec des institutions clés telles que Norfund et Norad, avec des parlementaires norvégiens, et lors de nombreuses réunions publiques avec des organisations de la société civile de la Suède et de la Norvège.¹⁵

JAI, en partenariat avec deux autres organisations, a organisé aussi, dans la province de Zambézie, une réunion d'échange d'expériences et de stratégies pour les communautés concernées par les diverses plantations industrielles.

2. Un cas a-t-il été présenté devant un tribunal local, national ou international ?

Aucun cas n'a été présenté devant un tribunal, en raison du manque de documentation à l'appui concernant le processus d'acquisition de terres. Bien que JAI ait présenté par écrit, à GRAS et au ministère du Territoire et de l'Environnement, plusieurs demandes d'accès aux processus du DUAT, aucune n'a reçu de réponse positive de la part de l'entreprise ou des institutions gouvernementales. La principale difficulté à ce stade est d'avoir accès aux documents pour les analyser et élaborer un dossier.

¹³ Justiça Ambiental, Livangingo and the National Peasants Union, 2016, O Avanço das Plantações Florestais sobre os Territórios dos Camponeses no Corredor de Nacala: o caso da Green Resources Moçambique, https://issuu.com/justicaambiental/docs/o_caso_da_green_resources_moc_amb

¹⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=JPU9ydB4b2U>

¹⁵ <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/green-resources-mozambique-more-false-promises/>

3. Existe-t-il des preuves de l'influence et de l'emprise des entreprises qui ont joué un rôle contre les intérêts des personnes touchées ? Comment décririez-vous la relation de l'entreprise avec le gouvernement local / national ?

Le directeur de GRAS au Mozambique a beaucoup de relations dans le gouvernement national, il est connu et respecté dans le secteur forestier, il a été Directeur national des forêts et de la faune et la flore pendant de nombreuses années, et il a de bons contacts politiques. Au Mozambique, ces relations politiques servent aussi de relations économiques et facilitent les affaires, y compris l'acquisition de terres.

Les gouvernements local et national protègent et défendent les intérêts de l'entreprise ; la preuve en est qu'aucune mesure n'a été prise pour résoudre les nombreux conflits entre GRAS et les communautés concernées, bien qu'ils aient été signalés aux autorités de nombreuses fois. Le gouvernement facilite tous les processus de consultation de la population, et des fonctionnaires y participent. GRAS est ou a été soutenue par des institutions financières internationales importantes, comme la SFI,¹⁶ la Société néerlandaise de financement du développement (FMO),¹⁷ le Norfund et le Finfund qui soutient du point de vue financier plusieurs autres projets de développement et zones d'intervention au Mozambique, en partenariat avec le gouvernement mozambicain. Ces institutions mettent à profit leurs fortes relations politiques et le Mozambique a beaucoup d'intérêt à maintenir de bons rapports avec elles. En plus des rapports entre le gouvernement mozambicain et ces institutions financières, l'Ambassade de Norvège au Mozambique, par le biais de l'Ambassadeur, défend aussi l'image de GRAS et affirme ignorer l'existence de conflits entre l'entreprise et les populations rurales, après avoir déclaré que les allégations de l'étude menée en 2016 par la société civile étaient fausses.

4. La société a-t-elle déposé une plainte contre le gouvernement, en utilisant le RDIE (système de règlement des différends entre investisseurs et États) ou d'autres mécanismes de règlement des différends, auprès du CIRDI et d'autres tribunaux ? Quel en a été le résultat ?

Non.

5. La société a-t-elle déposé une plainte ou pris d'autres mesures contre un organisme communautaire ou des militants communautaires ?

Non.

6. Quels sont les principaux obstacles à l'accès à la justice pour les communautés affectées ?

La plupart des communautés ne connaissent ni leurs droits ni les lois qui pourraient les protéger, et même lorsqu'elles connaissent la législation elles manquent de l'aide nécessaire pour pouvoir s'en servir.

L'impossibilité d'avoir accès à l'information et aux documents officiels, comme l'accord financier entre le gouvernement et l'entreprise ; à la documentation sur le processus d'acquisition de terres ; aux documents sur le processus d'indemnisation ; aux rapports sur l'environnement et la société, etc. Pour pouvoir intenter un procès il est nécessaire de réunir et d'analyser ces documents, mais ils ne sont pas disponibles.

Le manque de ressources. Dans ce cas en particulier il peut s'agir de ressources humaines pour préparer et soumettre l'affaire, mais aussi de ressources financières pour couvrir les honoraires d'un avocat ; en plus, les documents et même la procédure judiciaire sont payants.

Le système judiciaire n'est pas indépendant : il est fortement contrôlé par les élites politiques et leurs intérêts financiers.

Chapitre VI – Contexte mondial : politiques, acteurs, États et institutions et cadres nationaux/internationaux pertinents pour le cas

1. Quels sont les instruments internationaux officiels et/ou les déclarations internationales qui sont ignorés ou violés par l'entreprise accusée ?

La Constitution du Mozambique et plusieurs autres lois nationales telles que la législation foncière et la réglementation sur la relocalisation.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, en particulier le droit à la vie et les droits implicites à l'alimentation et au logement, le droit à l'autodétermination, le droit au développement, et le droit à la paix et à la sécurité.

la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, en particulier le droit à la vie, le droit à la liberté de pensée et d'association, le droit à un niveau de vie comprenant le droit à la terre et au logement.

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), qui a des clauses claires sur la participation des femmes rurales aux processus de consultation.

¹⁶ <https://ifcext.ifc.org/ifcext/pressroom/ifcpressroom.nsf/1f70cd9a07d692d685256ee1001cdd37/4ab39481551e6f93852575d10051368c>, site visité le 16 octobre 2020.

¹⁷ <https://www.fmo.nl/project-detail/57233>, site visité le 16 octobre 2020.

2. Quelles sont les institutions nationales et internationales qui facilitent l'entrée et le fonctionnement de cette entreprise / consortium ?

Le moteur principal est le gouvernement du Mozambique, qui pense que le développement du pays dépend absolument de grands projets fonciers nécessitant des ressources considérables et des investissements étrangers, et qui encourage les initiatives de ce genre par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire (dans notre cas particulier).

Aujourd'hui encore le FSC facilite l'entrée et les activités de GRAS au Mozambique, en lui octroyant son sceau d'approbation pour la gestion forestière responsable de ses plantations, malgré les problèmes bien documentés concernant les droits de l'homme. Pour suspendre ou terminer ces certificats il faut des années et, en attendant, l'entreprise a l'accès facile au financement et aux marchés où les investisseurs et les acheteurs exigent que les opérations et les produits soient certifiés.

La vente de crédits carbone a joué un rôle clé dans le modèle d'affaires de Green Resources et dans sa publicité concernant sa mission de combattre le changement climatique. Plusieurs organisations, entreprises et cabinets-conseil internationaux ont facilité ceci, comme le gestionnaire de normes sur les crédits carbone Verra. Le MDP, mécanisme pour l'échange de carbone dépendant du Protocole de Kyoto, a validé des projets de Green Resources tels que les plantations de Niassa.¹⁸ Cependant, en Ouganda et au Mozambique Green Resources n'a pas obtenu la certification de ses crédits carbone selon les normes CCB de Verra.¹⁹ En 2020, l'Agence suédoise de l'énergie a résilié les contrats pour l'achat de crédits carbone en Ouganda à cause des effets des plantations industrielles sur la population, ces effets comprenant des expulsions.²⁰ En Tanzanie, le projet de crédits carbone semble exister toujours.²¹

3. L'entrée de l'entreprise dans le pays a-t-elle été facilitée par les politiques des institutions financières internationales ?

Oui, GRAS a reçu des fonds d'Institutions financières internationales (investissements étrangers directs) telles que Norfund, FMO et Finnfund. Elle a reçu un investissement de la SFI (pour ses opérations en Tanzanie) et elle a bénéficié des plans et des programmes de « reboisement » axés sur le profit et encouragés par les politiques de la Banque mondiale et de la FAO. Norfund et Finnfund ont essentiellement sauvé GRAS de la faillite en 2018.

4. Quels mécanismes ou instruments ces institutions financières ont-elles utilisés pour faciliter l'entrée de la société ?

Investissement étranger direct

Cabinets-conseil

Plans d'ajustement structurel : révision des politiques et des stratégies du secteur forestier pour les adapter afin de faciliter l'établissement de plantations en régime de monoculture en tant que des initiatives de reboisement.

5. S'il s'agit d'une société transnationale, quelle a été la position du gouvernement du pays d'origine de la société ? A-t-elle facilité l'entrée de la société dans le pays où elle est dénoncée ?

La position du pays d'origine, la Norvège, a été favorable à l'entreprise et l'a défendue. Lors des réunions tenues au Mozambique en juillet et septembre 2017 avec l'Ambassadeur de Norvège, il est devenu évident que l'ambassade n'accepte pas que GRAS ait causé de graves problèmes à la société et à l'environnement, et qu'elle nie tout méfait de la part de l'entreprise. Elle facilite non seulement l'entrée de GRAS mais la perpétuation de ses violations des droits humains.

6. Dans le lieu où l'entreprise est dénoncée, les autorités nationales et locales ont-elles favorisé l'entreprise en apportant des modifications à la législation ? Ces changements sont-ils liés à l'impunité avec laquelle l'entreprise agit ? Quelle a été la position du gouvernement national dans ce conflit ?

De façon générale, le secteur forestier a subi des révisions de tous ses instruments, politiques, stratégies et même définitions, afin de les adapter et de faciliter les plans de paiement pour services des écosystèmes et la marchandisation de la nature, tels que la stratégie nationale 'Conservation des forêts et Augmentation des réserves de carbone grâce aux forêts' (Estratégia Nacional para a Redução de Emissões de Desmatamento e Degradação Florestal, Conservação de Florestas e Aumento de Reservas de Carbono Através de Florestas – REDD – 2016-2030), approuvée malgré l'opposition des organisations de la société civile.

¹⁸ CDM project database, <https://cdm.unfccc.int/Projects/DB/DNV-CUK1380279225.53/view>

¹⁹ Verra project registry: <https://registry.verra.org/app/projectDetail/CCB/1617>

²⁰ <https://redd-monitor.org/2020/03/11/the-swedish-energy-agency-has-stopped-buying-carbon-credits-from-green-resources-destructive-plantations-in-uganda/>, site visité le 16 octobre 2020.

²¹ <https://registry.verra.org/app/projectDetail/CCB/142>, site visité le 16 octobre 2020.

Dans cette stratégie une nouvelle définition des forêts a été adoptée pour qu'elle serve au mécanisme de REDD+ en y incluant les plantations industrielles en tant que 'forêts plantées'. Les plantations industrielles ont pris de l'importance dans le secteur, et le gouvernement a énormément d'intérêt à promouvoir davantage d'investissements de ce genre. Toutes ces modifications des politiques sont favorables à des entreprises comme GRAS.

Le gouvernement national réitère que tout le processus d'acquisition de terres, de consultation des communautés et d'expropriation a été conduit conformément à la législation nationale. Or, malgré toutes les plaintes et les actions entreprises par les communautés concernées et leurs alliés, il continue de refuser l'accès à la documentation pertinente et ne prend aucune mesure pour résoudre les conflits.

7. Quel rôle jouent les actionnaires / propriétaires majoritaires de l'entreprise ? Quelle est la relation entre l'entreprise accusée et le gouvernement du pays en question ?

Les actionnaires de l'entreprise défendent leurs intérêts et affirment que toutes les activités de l'entreprise ont été réalisées de conformité à la législation nationale ou aux normes internationales. Ils nient sans cesse toutes les accusations d'effets négatifs sur la société et l'environnement. Norfund et Finnfund affirment qu'ils aident l'entreprise à « atteindre ses objectifs financiers et de durabilité ». ²³

8. L'entreprise reçoit-elle des fonds publics ou privés ? De qui ?

Le gouvernement norvégien et des banques de développement dont la SFI, Finnfund et FMO avaient déjà investi dans Green Resources et, d'après le site web de Norfund, le gouvernement norvégien, par le biais de Norfund, est devenu actionnaire en 2018 en raison de « problèmes financiers » dans l'entreprise. ²⁴ Dans le Rapport annuel 2019 de GRAS figure la liste des prêts actuels et passés, y compris les dettes historiques envers la SFI qui ont été reprises par Norfund et envers FMO à partir de 2018.

Le rapport signale aussi que GRAS a signé en avril 2019 un accord pour un nouveau prêt de 19,5 millions USD avec Norfund et Finnfund, pour financer l'entreprise en 2021 ; ce prêt devra être remboursé en août 2023. ²⁵

9. Un lobby ou un groupe d'intérêt s'est-il impliqué dans l'intention de favoriser l'entreprise dans le conflit ?

Oui, des organisations écologistes internationales telles que le WWF se sont impliquées au Mozambique en favorisant l'entreprise et en promouvant des plans de certification tels que le FSC, bien qu'il ait été démontré qu'il s'agissait d'une simple stratégie de 'blanchiment écologique'. D'autres groupes comme la Banque mondiale et, une fois de plus, de grandes organisations écologistes internationales, contrôlent ou influencent la révision des politiques du secteur forestier en finançant les révisions et les études nécessaires. Ces relations sont très étroites et entrelacées : à titre d'exemple, le récent rapport qui encourage les investissements dans les plantations industrielles en Afrique a été rédigé par la Banque africaine de développement et le WWF Kenya et financé par la Banque mondiale, et Mads Aspren, ancien PDG de Green Resources, a collaboré à sa rédaction. ²⁶

9. Un lobby ou un groupe d'intérêt s'est-il impliqué dans l'intention de favoriser l'entreprise dans le conflit ?

Non.

²² See for example: <https://redd-monitor.org/2019/09/10/swedish-energy-agency-delays-us1-million-carbon-credit-payment-to-green-resources/>

²³ Norfund, "Green Resources USD, <https://www.norfund.no/investment/green-resources-usd/> accessed 27 February 2020

²⁴ Norfund, "Green Resources USD, <https://www.norfund.no/investment/green-resources-usd/> accessed 27 February 2020

²⁵ Green Resources, "Annual Report 2019," <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf>, accessed 27 February 2020

²⁶ <https://redd-monitor.org/2020/09/22/international-day-of-struggle-against-monoculture-tree-plantations-how-wwf-and-the-african-development-bank-are-promoting-land-grabs-in-africa/>, accessed 16th October 2020

P.S. : La plupart de l'information qui a servi de base à ce cas provenait des recherches sur le terrain menées par JAI et d'autres organisations de la société civile, avec la participation des communautés rurales. En raison de son importance, ce travail a été suivi d'une étude plus approfondie qui a abouti à un rapport largement diffusé sur l'avancée des plantations sur le territoire des paysans dans le Corridor de Nacala. JAI continue de suivre de près la situation de 4 communautés en particulier, celles de Meparara, Lancheque, Namacuco et Messa dans le district de Ribau de la province de Nampula. Ce suivi est assuré au moyen de communications régulières (une fois par mois) avec des membres clés des communautés ; des visites sur le terrain au moins 1 fois par an mais le plus souvent 2 ou 3 fois par an depuis la publication de l'étude ; la participation permanente de membres de ces communautés à nos activités (ateliers de formation, réunions) ; l'organisation d'échanges d'expériences avec d'autres communautés également touchées par les plantations industrielles au Mozambique et avec d'autres qui sont en train de mettre en œuvre des projets de gestion communautaire des forêts.

Ce formulaire est basé sur le "Formulaire technique pour la présentation d'une plainte contre une société transnationale", du Tribunal Permanent des Peuples, utilisé à l'occasion du Tribunal Permanent des Peuples sur les Sociétés Transnationales de l'Afrique Australe (Manzini - Johannesburg, 2016-18)

Ceci est une traduction non officielle du document original en anglais.

Date de publication: 20.11.2020



²⁷ Calengo, A., Machava, F., Vendo, J., Simalawonga, R., Kabura, R., Mananze, S. (2016).

The Progress of Forest Plantations on the Farmers' Territories in the Nacala Corridor: the case of Green Resources Moçambique. Livaningo, Justiça Ambiental e UNAC. Maputo, Mozambique – in https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2017/04/The_Progress_of_Forest_Plantations_on_the_Farmers_Territories_in_the_Nacala_Corridor_the_case_of_Green_Resources_Mocambique.pdf.